



RAPPORT DE GESTION 2016

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

APERÇU

Ressources Minières Radisson inc. (Radisson ou la Société) est une société d'exploration minière canadienne dont le siège social est situé à Rouyn-Noranda, au Québec.

La Société est impliquée dans la découverte de gisements d'or. Le principal actif de Radisson, le projet O'Brien, couvre 637,10 ha dans la partie ouest du canton de Cadillac (Québec), au cœur de la Ceinture aurifère de l'Abitibi. Cette propriété comprend l'ancienne mine O'Brien reconnue pour ses teneurs élevées en or et considérée comme le principal producteur dans le camp minier de Cadillac, lorsqu'elle était en activité, soit au début des années trente jusqu'au milieu des années cinquante.

Les travaux d'exploration réalisés par la Société sur le projet O'Brien (Zone 36 est et Kewagama) ont mené à la découverte d'une ressource indiquée de 119 819 onces d'or (basée sur des ressources indiquées de 570 800 t à une teneur de 6,53 g/t Au) et d'une ressource présumée de 188 466 onces d'or (basée sur des ressources présumées de 918 300 t à une teneur de 6,38 g/t Au) définie selon le rapport technique conformément à la Norme 43-101 et réalisé par InnovExplo Inc. le 10 avril 2015. En décembre 2015, la Société a publié les résultats de l'étude économique préliminaire du projet O'Brien. Cette étude soutient la continuité de l'exploration et de la mise en valeur en deux phases de travaux subséquentes. Le rapport technique relié à cette étude préparé conjointement par les firmes indépendantes InnovExplo, WSP Canada Inc. et Lamont Inc. porte la date effective du 29 novembre 2015 et a été déposé le 29 janvier 2016 sur SEDAR.

En 2016, la totalité des travaux d'exploration et de mise en valeur complétés par la Société a été réalisée au projet aurifère O'Brien. À cet égard, en décembre 2015, la Société a démarré un programme de forage de 6 200 mètres ayant pour but d'évaluer le potentiel d'extension et de découverte de nouvelles zones minéralisées au projet O'Brien. En date du 31 décembre 2016, près de 10 000 mètres de forage ont été complétés au projet O'Brien. En parallèle, la Société a poursuivi la compilation et digitalisation de près de 60 années de travaux d'exploration au projet O'Brien. En 2016, la Société a débuté la revue et l'analyse de 15 000 mètres de forage historique dans le secteur Le Groupe sédimentaire du Pontiac au sud du secteur des ressources courantes du projet O'Brien. Suivant un levé géophysique dans ce secteur, plusieurs cibles de forage d'exploration à haute priorité ont été identifiées dans Le Groupe sédimentaire du Pontiac. Suivant les résultats obtenus en 2016, la Société a mis en place un programme d'exploration de près de 2,5M \$ pour 2017. Le programme d'exploration inclut 20 000 mètres de forage, la compilation des données historiques, la mise en place d'une base de données uniforme, la revue de forage historique et des études métallurgiques avancées.

Assemblée annuelle

Le 2 juin 2017 à 10 h
Salle Raglan
Best Western Plus Albert Centre-ville
84, avenue Principale
Rouyn-Noranda, Québec J9X 4P2

Table des matières

APERÇU	1
FAITS SAILLANTS 2016	2
RAPPORT DE GESTION	3

Conventions :

Montants en dollars canadiens, à moins d'indication contraire

Unités selon le système métrique, à moins d'indication contraire

FAITS SAILLANTS 2016

Janvier	Dépôt de l'étude économique préliminaire du projet O'Brien
Mars	Nomination d'un administrateur au conseil d'administration
Mars	PDAC International Trade Show & Investors Exchange
Avril	12,73 g/t Au sur 1 mètre obtenu par forage dans le Groupe sédimentaire du Pontiac
Juin	17,57 g/t Au sur 1,36 mètre obtenu par forage en extension des ressources courantes du projet O'Brien
Juin	Clôture d'un placement privé de 675 010 \$
Juin	Tony Brisson se joint comme consultant principal en géologie
Aout	16,5 g/t Au sur 3 mètres obtenu par forage en extension latérale des ressources courantes du projet O'Brien
Septembre	Clôture d'un placement privé de 2 590 000 \$ avec forte participation institutionnelle
Octobre	Début d'un programme de forage de 10 000 mètres au projet O'Brien
Novembre	5,0 g/t Au sur 5 mètres obtenu par forage à l'ouest des ressources courantes du projet O'Brien
Décembre	20,2 g/t Au sur 2,5 mètres obtenu par forage 125 mètres à l'ouest des ressources courantes du projet O'Brien

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion doit être lu parallèlement aux états financiers annuels de la Société au 31 décembre 2016. Les états financiers de la Société ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). La devise utilisée pour la présentation est le dollar canadien (\$) et tous les montants présentés dans le rapport de gestion sont en dollars canadiens.

Ce rapport de gestion daté du 18 avril 2017 a été préparé en conformité avec le Règlement 51-102A1 et approuvé par le conseil d'administration de la Société.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le rapport de gestion contient des énoncés prospectifs qui reflètent, à la date du rapport de gestion, les attentes, estimations et projections de la Société quant à ses opérations, à l'industrie minière en général et à l'environnement économique dans lequel elle évolue. Bien que raisonnables, ces énoncés comportent un certain élément de risque et d'incertitude de sorte qu'il n'y a aucune garantie qu'ils seront réalisés. Par conséquent, les résultats réels peuvent varier de façon importante de ceux mentionnés ou prévus dans ces énoncés prospectifs.

PORTEFEUILLE MINIER

Le portefeuille de Radisson comprend cinq propriétés qui couvrent une superficie totale de 3 142,83 hectares. Le régime politique est stable au Canada, l'offre au Québec au niveau fiscal y est très avantageuse, l'accès à une main-d'œuvre qualifiée y est reconnu ainsi qu'à des fournisseurs reconnus pour leur expertise dans le domaine minier.

Soulignons que la propriété la plus prometteuse de Radisson est la propriété O'Brien située en Abitibi-Témiscamingue, le long de la célèbre faille Larder-Lake-Cadillac dans la province de Québec. En février 2017, l'institut Fraser classait le Québec au 6^e rang mondial pour son attrait d'investissement pour le développement minier.

PROPRIÉTÉS AU QUÉBEC (AU 18 AVRIL 2017)

TABLEAU DES PROPRIÉTÉS AU QUÉBEC

Propriétés	Nombre de titres miniers	Superficie (hectares)	Minéralisation	Intérêts
Douay	30	1 522,48	Or	100 %
Estrades	14	590,60	Cuivre, Argent	100 %
O'Brien	21	637,10	Or	100 %
Lac Gouin – SSO	7	392,65	Phosphate	100 %

PROPRIÉTÉ O'BRIEN

Le principal actif de Radisson, la propriété aurifère O'Brien (incluant l'ancienne propriété contiguë Kewagama), est situé à environ 8 km à l'ouest de la mine d'or en production, Lapa, appartenant à Agnico-Eagle, et à proximité immédiate de la propriété LaRonde de Agnico-Eagle au nord. Toutes ces propriétés sont localisées à l'intérieur de la Ceinture aurifère de l'Abitibi, secteur de Malartic-Cadillac, et sont recoupées par la prolifique Faille de Cadillac. Cette cassure majeure traverse les propriétés de Radisson sur toute sa longueur, soit sur environ de 4,5 km de long.

La propriété O'Brien, localisée à mi-chemin entre les villes de Rouyn-Noranda et de Val-d'Or, comprend 21 claims couvrant une superficie totale de 637,10 hectares. Elle est également localisée à environ 3,7 km au sud-est de la mine LaRonde d'Agnico-Eagle, qui atteint maintenant plus de 3 000 mètres (10 000 pieds) de profondeur.

La propriété O'Brien contient l'ancienne mine O'Brien, qui est considérée avoir été la mine la plus riche du Québec et le principal producteur d'or dans le camp minier de Cadillac, lorsqu'elle était en activité, avec une production, de 1926 à 1957, de 587 121 onces d'or récupérées issues de 1 197 147 tonnes métriques de minerai à 15,25 g/t Au (Rapport Technique 43-101, InnovExplo, avril 2015). Cette mine a atteint une profondeur de 3 450 pieds (1 051 mètres) sous la surface.

Rapport Technique Instrument National 43-101 Actuel (déposé sur SEDAR le 4 juin 2015)

Le rapport technique, conforme au Règlement 43-101, a été réalisé par InnovExplo en utilisant la méthodologie de modèle de blocs 3D. La mise à jour inclut l'ensemble des travaux d'exploration réalisés de 2007 à 2012 sur les secteurs 36E et Kewagama.

Les faits saillants du rapport technique de l'estimation des ressources du 4 juin 2015 incluent :

- Une augmentation de 181 % des ressources présumées, pour un total de 188 466 onces Au
- Une augmentation de 13 % des ressources indiquées, pour un total de 119 819 onces Au
- Le secteur Kewagama a été intégré à l'estimé des ressources minérales courantes
- L'estimé des ressources minérales courante inclut les secteurs 36E et Kewagama
- Potentiel d'augmenter les ressources latéralement et en profondeur

2015 – Projet O'Brien – Estimé des Ressources minérales à une teneur de coupure de 3,5 g/t Au (blocs de claims O'Brien et Kewagama) et scénarios de sensibilité à d'autres coupures

Indiquées				
Secteur	Teneur de coupure	Tonnage	Teneur g/t Au	Onces
Ensemble des secteurs	2,00	1 384 700	4,22	188 049
	2,50	991 200	5,01	159 770
	3,00	748 800	5,75	138 456
	3,50	570 800	6,53	119 819
	4,00	444 300	7,33	104 676
	5,00	320 800	8,43	86 939

Présumées				
Secteur	Teneur de coupure	Tonnage	Teneur g/t Au	Onces
Ensemble des secteurs	2,00	3 388 500	3,64	396 601
	2,50	2 254 100	4,36	315 725
	3,00	1 525 300	5,12	251 293
	3,50	918 300	6,38	188 466
	4,00	663 500	7,42	158 273
	5,00	486 200	8,52	133 245

- Les personnes qualifiées et indépendantes pour l'estimé des ressources minérales, tel que défini par 43-101, sont Pierre-Luc Richard, géo., M.Sc. et Alain Carrier, géo., M.Sc. d'InnovExplo Inc. et la date effective de l'estimé est le 10 avril 2015.
- Les ressources minérales ne sont pas des réserves minérales et leur viabilité économique n'a pas été démontrée.
- Le modèle de ressources inclut les zones précédemment nommées 36E et Kewagama. La mine historique O'Brien n'est pas incluse aux ressources, car ce secteur n'était pas compilé ni validé au moment de produire l'estimé. Le modèle comporte 56 zones aurifères, dont certaines ne rencontrent pas la teneur de coupure retenue pour les chiffres finaux. Une enveloppe de dilution fut aussi modélisée. Aucune ressource rencontrant la teneur de coupure retenue ne provient de cette enveloppe.
- Les résultats sont présentés in situ et non dilués.
- Les scénarios de sensibilité à la teneur de coupure sont présentés à 2,0, 2,5, 3,0, 3,5, 4,0 et 5,0 g/t Au. Les ressources officielles sont présentées à une teneur de coupure de 3,5 g/t Au.
- La teneur de coupure devra être éventuellement réévaluée à la lumière des conditions de marché (prix de l'or, taux de change, coûts d'opération, etc.).
- Une densité de 2,67 g/cm³ a été utilisée pour l'ensemble des zones.
- Une épaisseur minimale vraie de 1,5 m a été appliquée, en utilisant la teneur du matériel adjacent lorsque analysée, ou une valeur à zéro si non analysée.
- L'écrêtage (coupure des hautes valeurs) (Au) a été complété sur les données brutes et établi à partir d'une analyse par secteur (zones ouest: 65 g/t, zones est: 30 g/t, zone de dilution ouest: 3,5 g/t zone de dilution est: 4,0 g/t).
- Le compositage a été complété à partir des intervalles de forage inclus dans les solides des zones minéralisées (composite = 0,80 m).
- Les ressources ont été évaluées dans un modèle de blocs (taille des blocs = 3 m x 3 m x 3 m) à partir des forages en utilisant deux passages d'interpolation d'inverse distance au carré (ID2).
- La catégorie présumée peut être définie dans les secteurs où des blocs ont été interpolés par la passe 1 ou 2. La catégorie indiquée est définie dans les secteurs où la distance maximale au composite de forage le plus près est moins de 20 m des blocs interpolés dans la passe 1. Une reclassification locale a été effectuée afin de rencontrer les exigences de l'ICM.
- Onces (troy) = tonnes métriques x teneur / 31.10348. Les calculs ont été faits à partir d'unités métriques (mètres, tonnes et g/t). Une reclassification locale a été effectuée afin de rencontrer les exigences de l'ICM.
- Le nombre de tonnes a été arrondi à la centaine la plus près. Toutes différences dans les totaux sont dues à un effet de l'arrondissement; l'arrondissement est requis selon 43-101 afin de refléter la nature estimée des ressources.
- InnovExplo n'a pas connaissance de problématiques de nature environnementales, de permis, légales, de détention de titres, d'impôts, sociaux-politiques, marketing ou de toutes autres facteurs qui pourraient avoir un effet matériel sur les ressources.

Rapport Technique Instrument National 43-101 Actuel (déposé sur SEDAR le 29 janvier 2016)

En 2015, avec pour but d'identifier le potentiel économique de certaines zones minéralisées des secteurs 36E et Kewagama, la Société a mandaté la firme InnovExplo pour produire une étude économique préliminaire. Le rapport technique de l'étude économique préliminaire se base sur le rapport technique de l'estimation des ressources du projet O'Brien déposé sur SEDAR le 4 juin 2015.

Les faits saillants du rapport technique de l'étude économique préliminaire du projet O'Brien en date du 29 novembre 2015 :

Année	Tonnes	Teneur (g/t Au)	Onces d'or Au
Pré-production	3 196	7,05	663
Pré-production	66 668	6,47	12 682
1	158 574	6,87	32 057
2	169 891	7,04	35 206
3	186 934	5,50	30 261
4	127 259	6,53	24 439
Total	712 521	6,46	135 308

Paramètres	Résultats
Ressources minérales courantes incluses (Indiquées et présumées)	712 521 tonnes @ 6,46 g/t Au
Taux de récupération à l'usine	91,5 %
Durée de vie de la mine (incluant 24 mois de préproduction)	6 ans
Production minière quotidienne	440 tonnes par jour
Or récupéré durant la vie de la mine (LOM)	135 308 oz
Prix de l'or (USD)	1 180 \$/oz
Taux de change	1,25
Prix de l'or (CAD)	1 475 \$/oz
Revenus totaux bruts	199,6M
Coût en capital de préproduction	36,8M
Coût d'exploitation moyen par tonne	178 \$/tonne
Coût d'exploitation moyen par oz US\$	752 \$US / oz
AVANT impôts	
VAN au taux d'actualisation de 5 %	0,2M \$
Taux de rendement interne TRI	5,18 %
Période de récupération (années)	5,6 ans
APRÈS impôts	
VAN au taux d'actualisation de 5 %	(1,9)M \$
Taux de rendement interne TRI	3,15 %
Période de récupération (années)	5,8 ans

Recommandations

InnovExplo pose les recommandations suivantes pour établir les prochaines étapes de développement du projet O'Brien. Les recommandations sont divisées en deux phases. Ces recommandations seront intégrées en somme ou en partie dans le programme de mise en valeur du projet O'Brien de Radisson.

Phase 1

1. Compilation géologique à l'échelle de la propriété incluant :
 - a. Compilation 3D des chantiers restants de l'ancienne mine O'Brien
 - b. Compilation des données historiques (Trous de forage, échantillonnages souterrains)
2. Programme de 25 000 mètres de forage d'exploration
 - a. Ciblant les structures proposées dans l'ÉÉP courante et les zones minéralisées de l'estimation des ressources courantes
 - b. Ciblant les cibles d'exploration définies à l'échelle de la propriété
3. Plan de communication et de consultation avec les parties prenantes
4. Étude environnementale de référence
5. Mise à jour de l'estimation des ressources et du modèle 3D incluant :
 - a. La compilation des données historiques
 - b. Les trous de forage envisagés
6. En fonction des résultats de la mise à jour de l'estimation des ressources :
 - a. Compléter une mise à jour de l'ÉÉP

Phase 2 – Contingente au succès de la phase 1

1. Programme de 25 000 mètres de forage d'exploration et de conversion
2. Mise à jour de l'estimation des ressources et du modèle 3D
3. Programme de développement souterrain incluant un échantillonnage en vrac ayant pour objectif de confirmer la métallurgie et la continuité des zones minéralisées

Personne qualifiée

Toutes les données techniques en relation à l'ÉÉP et à l'estimation des ressources ont été extraites des communiqués de presse datés du 15 décembre 2015 et du 20 avril 2015.

PLAN D'AFFAIRES

Radisson entend poursuivre l'exploration et la mise en valeur du projet aurifère O'Brien. La Société a comme objectif principal d'augmenter les ressources minérales courantes par le biais de forage en surface. En 2015, un rapport de cibles de forage qui fait état de 100 cibles a été complété à partir du modèle 3D en blocs au projet O'Brien. Les cibles ont été divisées en trois catégories comportant différents objectifs :

- 47 cibles en extension des infrastructures minières définies dans le cadre de l'ÉÉP;
- 41 cibles en extension des zones minéralisées/identification potentielle de nouvelles zones minéralisées;
- 12 cibles d'exploration avec un fort potentiel à l'extérieur de la zone des ressources minérales courantes.

Ainsi, un programme de forage de surface de 10 000 mètres couvrant les deux premiers objectifs a été complété en 2016. Ce programme de forage s'inscrit en première phase d'un programme de 30 000 mètres que la Société souhaite compléter en 2016-2017, afin de poursuivre avec une mise à jour de l'estimation des ressources minérales courantes du projet O'Brien. La Société soutient qu'une augmentation des ressources lui permettrait de s'adresser aux marchés financiers afin d'obtenir les fonds nécessaires pour supporter le développement d'une rampe d'exploration, l'ajout de forages souterrains et l'échantillonnage en vrac.

En parallèle au programme de forage, en 2016, la Société entend compléter les études environnementales et hydrologiques de base pour l'obtention des permis et autorisations nécessaires à la mise en place d'un programme d'immobilisations de surface et d'exploration souterraine.

AUTRES PROPRIÉTÉS AU QUÉBEC

Radisson désire concentrer ses efforts au projet O'Brien. Avec la reprise des marchés en 2016, la Société évalue présentement l'opportunité de prévoir des travaux sur ses propriétés Douay et Estrades en 2017 (ces propriétés sont disponibles pour option).

PROMOTION

Au cours de 2016, la Société a participé aux évènements suivants :

- Mars 2016 - PDAC International Trade Show & Investors Exchange;
- Le président, M. Mario Bouchard, a multiplié les rencontres avec des investisseurs potentiels (Toronto, Vancouver, Montréal, Québec et Abitibi-Témiscamingue (QC)).
- Octobre 2016 - Xplor 2016 Place Bonaventure Montréal
- Novembre 2016 – Cambridge House show à San Francisco
- La Société a également participé à la télésérie AT minière : Il était une fois dans l'Ouest québécois.
- La Société maintient une présence accrue et continue de développer les différentes plateformes de médias sociaux.

FINANCEMENT PAR ACTIONS

Actions ordinaires et accréditives

Le 6 mai 2016, la Société a clôturé un placement privé de 402 510,30 \$, et pour ce faire a émis 2 683 402 unités au prix de 0,15 \$ par unité. Chaque unité est composée d'une action ordinaire du capital de Radisson au prix de 0,15 \$ par action et d'un demi-bon de souscription (un « ½ Bon de souscription »). Chaque bon de souscription entier confère à son porteur le droit d'acquérir une (1) action ordinaire supplémentaire au prix de 0,20 \$ jusqu'au 6 novembre 2017. Dans le cadre du placement privé, des frais d'émission au montant de 18 658 \$ ont été payés. La Société a remis 170 338 bons de souscription du courtier pour une valeur de 5 110 \$. Chaque bon de souscription du courtier confère le droit à RCKS d'acquérir une (1) action ordinaire de catégorie A au prix de 0,15 \$ par action jusqu'au 6 novembre 2017.

Le 6 juin 2016, la Société a clôturé un placement privé de 272 500 \$, et pour ce faire a émis 1 816 666 unités au prix de 0,15 \$ par unité. Chaque unité est composée d'une action ordinaire du capital de Radisson au prix de 0,15 \$ par action et d'un demi-bon de souscription (un « ½ Bon de souscription »). Chaque bon de souscription entier confère à son porteur le droit d'acquérir une (1) action ordinaire supplémentaire au prix de 0,20 \$ jusqu'au 6 décembre 2017. Dans le cadre du placement privé, des frais d'émission au montant de 28 320 \$ ont été payés. La Société a remis 144 667 bons de souscription du courtier pour une valeur de 4 195 \$. Chaque bon de souscription du courtier confère le droit à RCKS d'acquérir une (1) action ordinaire de catégorie A au prix de 0,15 \$ par action jusqu'au 6 décembre 2017.

Le 11 août 2016, la Société a émis 2 700 000 unités ordinaires (« Unité ») au prix de 0,15 \$ par unité pour un produit brut de 405 000 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire de catégorie A du capital de Radisson au prix de 0,15 \$ par action et d'un demi bon de souscription (un « ½ Bon de souscription »). Chaque bon de souscription entier confère à son porteur le droit d'acquérir une (1) action de catégorie A supplémentaire au prix de 0,20 \$ jusqu'au 11 février 2018. Dans le cadre du placement privé, des frais d'émission de 21 911 \$ ont été payés. La Société a remis 350 000 bons de souscription de l'agent à RCKS pour une valeur de 10 500 \$. Chaque bon de souscription de l'agent confère le droit à RCKS d'acquérir une (1) action ordinaire de catégorie A au prix de 0,20 \$ par action jusqu'au 11 février 2018.

Le 22 septembre 2016, la Société a émis 600 000 unités ordinaires (« Unité ») au prix de 0,15 \$ par unité pour un produit brut de 90 000 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire de catégorie A du capital de Radisson au prix de 0,15 \$ par action et d'un demi bon de souscription (un « ½ Bon de souscription »). Chaque bon de souscription entier confère à son porteur le droit d'acquérir une (1) action de catégorie A supplémentaire au prix de 0,20 \$ jusqu'au 22 mars 2018. En vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, les titres émis dans le cadre du placement privé sont assujettis à une période de détention expirant le 23 janvier 2017. Dans le cadre du placement privé, la Société a payé des frais d'émission de 8 075 \$ et remis 567 000 bons de souscription de l'agent. Chaque bon de souscription de l'agent confère le droit au détenteur d'acquérir une (1) action ordinaire de catégorie A au prix de 0,20 \$ par action jusqu'au 22 mars 2018.

Bons de souscription

En décembre 2016, 384 616 bons de souscription à 0,18 \$ reliés à un financement de 2015 ont été exercés par un fonds minier québécois pour un total de 69 231 \$.

Actions accréditatives

Le 11 août 2016, selon les conditions du placement, la Société a émis 2 975 000 actions accréditatives au prix de 0,20 \$ pour un produit brut admissible aux travaux d'exploration de 595 000 \$. Dans le cadre du placement privé, des frais d'émission de 38 696 \$ ont été payés.

Le 22 septembre 2016, la Société a émis 7 500 000 actions accréditatives au prix de 0,20 \$, lors de la deuxième clôture, pour un produit brut admissible aux travaux d'exploration de 1 500 000 \$. Dans le cadre du placement privé, des frais d'émission de 112 500 \$ ont été payés.

PROGRAMME D'EXPLORATION

En 2016, un programme de forage au diamant de 10 000 mètres a été complété au projet O'Brien. En parallèle, la Société a débuté la compilation et la digitalisation de près de 60 années de travaux historiques au projet O'Brien. En 2016, la Société a aussi débuté la revue et l'analyse de 15 000 mètres de forage historique dans le secteur Le Groupe sédimentaire du Pontiac, au sud du secteur des ressources courantes du projet O'Brien. Suivant un levé géophysique dans ce secteur, plusieurs cibles de forage d'exploration à haute priorité ont été identifiées dans Le Groupe sédimentaire du Pontiac. Suivant les résultats obtenus en 2016, la Société a mis en place un programme d'exploration de près de 2,5M \$ pour 2017. Le programme d'exploration inclut 20 000 mètres de forage, la compilation des données historiques, la mise en place d'une base de données uniforme, la revue de forage historique et des études métallurgiques avancées.

BOURSE

Les actions de la Société sont inscrites en bourse depuis 1986 sous le symbole RDS. Radisson fait partie de la catégorie 2 des « sociétés émergentes » à la Bourse de croissance TSX (TSX-V).

INFORMATION ANNUELLE CHOISIE (IFRS)

Faits saillants des trois derniers exercices financiers

	Exercice clos le 31 décembre (en milliers de dollars, sauf les montants par action, selon les IFRS)		
	2016 \$	2015 \$	2014 \$
Actif total	11 727	8 908	8 618
Revenus	6	-	12
Perte nette	(556)	(556)	(240)
Perte nette par action	(0,006)	(0,007)	(0,003)
Dette à long terme	0	0	0

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS (IFRS)

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

Trimestre	Revenu total \$	Bénéfice (perte) net(te) \$	Bénéfice (perte) de base et dilué(e) par action \$
Mars 2015	-	(70)	(0,00)
Juin 2015	-	(106)	(0,00)
Septembre 2015	-	(111)	(0,00)
Décembre 2015	-	(269)	(0,01)
Mars 2016	-	42	0,00
Juin 2016	-	(123)	(0,00)
Septembre 2016	5	(98)	(0,00)
Décembre 2016	1	(377)	(0,01)

SOMMAIRE DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016

En raison de son secteur d'activités, la Société ne génère pas de revenus réguliers et doit compter sur l'émission d'actions ou sur les revenus d'intérêt générés par ses placements pour assumer ses dépenses courantes. Elle assure également sa continuité par la signature d'ententes d'options de vente sur certaines de ses propriétés minières. Le statut public de la Société associé à la nature de ses opérations se traduit par la réalisation de pertes d'exploitation à chaque période.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société a enregistré des gains de 5 000 \$ sur disposition de placements (20 000 actions de Balmoral Ressources Inc.), alors que pour la même période en 2015, aucun gain n'avait été réalisé. Au 31 décembre 2016, la Société a également enregistré des revenus d'intérêts de 1 361 \$ sur des certificats de placements garantis flexibles et rachetables en tout temps, alors qu'aucun revenu d'intérêts n'a été réalisé pour la même période en 2015.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société a réalisé une perte avant impôts de 567 610 \$ comparativement à une perte avant impôts de 682 722 \$ pour la même période en 2015. Les dépenses de 2016 sont comparables aux dépenses de 2015 globalement. Il existe par contre des disparités notables dans certains postes budgétaires.

Le poste budgétaire « salaires et charges au titre des avantages du personnel » est passé de 89 654 \$ en 2015 à 66 995 \$ en 2016. L'écart positif dans ce poste budgétaire s'explique par le fait que les charges du CFO Secrétaire-Trésorier sont maintenant reportées au poste Experts et sous-traitants.

Pour l'exercice 2016, la rémunération à base d'actions se chiffrait à 42 370 \$, alors qu'elle était de 41 650 \$ en 2015. En 2016, la Société a émis 670 000 options d'achat d'actions aux membres du conseil d'administration et de la haute direction.

La dépense d'experts et sous-traitants pour l'exercice de 2016, par rapport à l'exercice 2015, a augmenté de 76 000 \$. En 2016, la Société a mis en place un régime de boni pour les honoraires accordés au président et chef de la direction. Suivant l'obtention d'un boni de 45 000 \$ pour les performances de 2016, ses honoraires sont passés de 90 000 \$ en 2015 à 135 000 \$ en 2016. Les honoraires du CFO Secrétaire-Trésorier se retrouvent maintenant dans ce poste budgétaire pour un total de 18 000 \$.

Au poste budgétaire « honoraires professionnels », on note une diminution de 4 345 \$. Cette diminution s'explique par une baisse des frais légaux inexistantes en 2016.

Le poste budgétaire « Voyages et promotion », pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, montre des dépenses de 116 199 \$ comparativement à 41 294 \$ pour l'exercice 2015. Avec la reprise des marchés, la Société a multiplié les efforts pour faire connaître la Société au niveau national. Des tournées canadiennes, américaines et européennes ont aussi été complétées.

Le poste budgétaire « Information aux actionnaires » est passé de 61 480 \$ à 56 364 \$, un écart favorable de 5 116 \$. Ceci s'explique majoritairement par l'optimisation des processus de communication et de distribution dans les fils de presse. Il est à noter que la Société a continué de multiplier les rencontres avec les investisseurs au courant de l'année 2016.

Au 31 décembre 2016, le poste budgétaire « inscriptions et frais de registrariat » a connu une hausse de 17 746 \$. Cette hausse notable s'explique majoritairement par une écriture comptable. L'élargissement de la base d'actionnaires et la reprise des marchés en 2016 sont aussi liés à l'augmentation des coûts pour la mise en place de l'assemblée annuelle et les services d'agent de transfert.

Pour l'exercice 2016, le poste budgétaire « papeterie et dépenses de bureau » a connu une hausse de 2 400 \$ par rapport à 2015 (10 069 \$ en 2016 et 7 669 \$ en 2015). Les dépenses usuelles de bureau sont sensiblement comparables d'une année à l'autre, soit d'environ 10 000 \$.

En 2015, une radiation de propriété minière de 10 800 \$ a été reportée par rapport à 0 \$ en 2016. Cette radiation est reliée au coût d'acquisition des titres miniers perdus en 2015 pour la propriété Lac Gouin SSO. Pour la même période l'année dernière, la Société avait radié des frais d'exploration reportés à hauteur de 79 212 \$ par rapport à 0 \$ en 2016. Ces frais sont directement reliés à la diminution de superficie de la propriété Lac Gouin SSO et correspondent à des frais d'exploration qui ont été engagés en 2013 et 2014 par la Société.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la perte nette se chiffre à 555 718 \$ comparativement à 556 285 \$ pour la même période en 2015. Outre les variations au niveau des frais d'administration déjà expliquées ci-haut, on explique cette variation par la différence marquée des impôts sur les bénéfices et impôts miniers et le reclassement de la perte de valeur des placements disponibles à la vente inscrite en 2015.

La Société maintient constamment un contrôle rigoureux sur ses dépenses afin de prolonger ses liquidités tout en évitant une dilution inutile de ses actions en circulation. Comme par les années passées, la direction de la Société continuera à gérer de façon prudente les fonds disponibles pour ses opérations courantes et maintiendra l'objectif d'augmenter son niveau d'encaisse, afin de pouvoir respecter ses engagements et maintenir la pérennité de la Société à long terme.

LIQUIDITÉS ET SOURCES DE FINANCEMENT

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société a procédé aux financements par actions suivants :

Actions ordinaires et accréditives

Le 6 mai 2016, la Société a clôturé un placement privé de 402 510,30 \$, et pour ce faire a émis 2 683 402 unités au prix de 0,15 \$ par unité. Chaque unité est composée d'une action ordinaire du capital de Radisson au prix de 0,15 \$ par action et d'un demi-bon de souscription (un « ½ Bon de souscription »). Chaque bon de souscription entier confère à son porteur le droit d'acquérir une (1) action ordinaire supplémentaire au prix de 0,20 \$ jusqu'au 6 novembre 2017. Dans le cadre du placement privé, des frais d'émission au montant de 18 658 \$ ont été payés. La Société a remis 170 338 bons de souscription du courtier pour une valeur de 5 110 \$. Chaque bon de souscription du courtier confère le droit à RCKS d'acquérir une (1) action ordinaire de catégorie A au prix de 0,15 \$ par action jusqu'au 6 novembre 2017.

Le 6 juin 2016, la Société a clôturé un placement privé de 272 500 \$, et pour ce faire a émis 1 816 666 unités au prix de 0,15 \$ par unité. Chaque unité est composée d'une action ordinaire du capital de Radisson au prix de 0,15 \$ par action et d'un demi-bon de souscription (un « ½ Bon de souscription »). Chaque bon de souscription entier confère à son porteur le droit d'acquérir une (1) action ordinaire supplémentaire au prix de 0,20 \$ jusqu'au 6 décembre 2017. Dans le cadre du placement privé, des frais d'émission au montant de 28 320 \$ ont été payés. La Société a remis 144 667 bons de souscription du courtier pour une valeur de 4 195 \$. Chaque bon de souscription du courtier confère le droit à RCKS d'acquérir une (1) action ordinaire de catégorie A au prix de 0,15 \$ par action jusqu'au 6 décembre 2017.

Le 11 août 2016, la Société a émis 2 700 000 unités ordinaires (« Unité ») au prix de 0,15 \$ par unité pour un produit brut de 405 000 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire de catégorie A du capital de Radisson au prix de 0,15 \$ par action et d'un demi-bon de souscription (un « ½ Bon de souscription »). Chaque bon de souscription entier confère à son porteur le droit d'acquérir une (1) action de catégorie A supplémentaire au prix de 0,20 \$ jusqu'au 11 février 2018. Dans le cadre du placement privé, des frais d'émission de 21 911 \$ ont été payés. La Société a remis 350 000 bons de souscription de l'agent à RCKS pour une valeur de 10 500 \$. Chaque bon de souscription de l'agent confère le droit à RCKS d'acquérir une (1) action ordinaire de catégorie A au prix de 0,20 \$ par action jusqu'au 11 février 2018.

Le 22 septembre 2016, la Société a émis 600 000 unités ordinaires (« Unité ») au prix de 0,15 \$ par unité pour un produit brut de 90 000 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire de catégorie A du capital de Radisson au prix de 0,15 \$ par action et d'un demi-bon de souscription (un « ½ Bon de souscription »). Chaque bon de souscription entier confère à son porteur le droit d'acquérir une (1) action de catégorie A supplémentaire au prix de 0,20 \$ jusqu'au 22 mars 2018. Dans le cadre du placement privé, la Société a payé des frais d'émission de 8 075 \$ et remis 567 000 bons de souscription de l'agent pour une valeur de 13 608 \$. Chaque bon de souscription de l'agent confère le droit au détenteur d'acquérir une (1) action ordinaire de catégorie A au prix de 0,20 \$ par action jusqu'au 22 mars 2018.

Bons de souscription

En décembre 2016, 384 616 bons de souscription à 0,18 \$ reliés à un financement de 2015 ont été exercés par un fonds minier québécois pour un total de 69 231 \$.

Actions accréditives

Le 11 août 2016, selon les conditions du placement, la Société a émis 2 975 000 actions accréditives au prix de 0,20 \$ pour un produit brut admissible aux travaux d'exploration de 595 000 \$. Dans le cadre du placement privé, des frais d'émission de 38 696 \$ ont été payés.

Le 22 septembre 2016, la Société a émis 7 500 000 actions accréditives au prix de 0,20 \$, lors de la deuxième clôture, pour un produit brut admissible aux travaux d'exploration de 1 500 000 \$. Dans le cadre du placement privé, des frais d'émission de 112 500 \$ ont été payés.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société a réalisé 1 300 612 \$ en travaux d'exploration, alors qu'au cours de la même période en 2015, elle avait réalisé 454 695 \$ en travaux de même nature. Les financements accréditifs de 2015 et 2016 sont à l'origine des travaux d'exploration des exercices considérés. Suivant des investissements en travaux d'exploration sur la propriété O'Brien en 2016, la Société anticipe recevoir des crédits d'impôts à hauteur de 151 150 \$ en 2017.

Les frais d'administration totaux (en excluant la rémunération à base d'actions, l'amortissement des immobilisations, la baisse de valeur des titres disponibles à la vente et les frais de radiation de propriété minière et radiation de frais d'exploration reportés) s'élèvent à 530 208 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 comparativement à 403 503 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2015. Avec la reprise des marchés en 2016, la Société a décidé de poursuivre l'expansion de son programme de relations aux investisseurs. À cet égard, un écart de 74 905 \$ est expliqué par la poursuite d'investissements au poste voyages et promotion. La Société entend poursuivre d'augmenter son réseautage et le service de relations aux investisseurs afin d'augmenter ses liquidités de manière le moins dilutive possible pour continuer le développement et l'exploration avancée du projet aurifère O'Brien.

La direction a continué ses efforts de rationalisation et, en regard au changement structurant intervenu pour le futur et à l'augmentation des rencontres avec des investisseurs potentiels tout au long de l'année, est fort satisfaite du résultat budgétaire atteint, qui est somme toute semblable à celui de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

La cession prévisible des actions restantes de Balmoral Resources Ltd. détenues par la Société constitue un apport monétaire futur non négligeable qui permettrait à la Société de poursuivre ses activités et de solidifier sa situation financière. La valeur des 260 000 actions de Balmoral Resources Ltd. est importante et elle est estimée à 215 000 \$ au 5 avril 2017.

Au 31 décembre 2016, le fonds de roulement de la Société s'élève à un montant positif de 1 863 040 \$, comparativement à un montant de 340 074 \$ au 31 décembre 2015.

La direction a évalué ses besoins additionnels de liquidités pour l'exercice 2017 à un montant d'environ 339 703 \$, afin de s'acquitter de ses obligations concernant les frais administratifs projetés à 636 216 \$.

Le financement de la Société se faisant principalement par voie d'émissions de capital-social, le succès de celui-ci dépend des marchés des capitaux de risque, de l'attrait des investisseurs pour les sociétés d'exploration et du prix des métaux. Pour continuer ses activités d'exploration et couvrir ses dépenses courantes, Radisson devra maintenir et augmenter ses liens avec la communauté financière afin de pouvoir réaliser d'autres financements par actions.

OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Les redevances sur les propriétés minières se détaillent comme suit :

- O'Brien : paiement au comptant de 1 million de dollars au moment de la mise en production commerciale
- Kewagama : 2 % NSR
- Massicotte : En faveur de Radisson, une redevance sur les revenus nets de fonderie (NSR) de 2 % sur les claims qui constituent la propriété. Balmoral peut acheter une première moitié de la redevance NSR en versant 1 000 000 \$ en espèces, tout comme elle a la possibilité d'acheter la seconde moitié en effectuant un paiement additionnel de 2 000 000 \$ en espèces.

Puisque certains financements réalisés se composent d'unités accréditatives, la Société se voit dans l'obligation d'attribuer les dépenses en prospection et évaluation dans un temps donné. Le tableau qui suit traduit les dépenses attribuées et les temps correspondants donnés. Au 31 mars 2017, considérant les dépenses en exploration et mise en valeur déjà effectuée pour un montant de 417 443 \$, un montant de 907 123 \$ devra être effectué en travaux d'exploration et de mise en valeur et d'évaluation avant le 31 décembre 2017.

Date	Financement		Emploi du produit	Objectifs
31 mars 2015	Exercice de bons de souscription à 0,12 \$	112 500 \$	Assigné à l'exploration et dépenses corporatives	
13 aout 2015	Espèces	444 400 \$	Assigné à l'exploration et dépenses corporatives	
21 septembre 2015	Espèces	100 000 \$	Assigné au fonds de roulement	
30 août 2015	Exercice de bons de souscription à 0,12 \$	15 000 \$	Assigné au fonds de roulement	
31 décembre 2015	Accréditif	324 000 \$	Assigné à l'exploration au projet O'Brien	Délai 31 décembre 2016
6 mai 2016	Espèces	402 510 \$	Assigné à l'exploration au projet O'Brien et au fonds de roulement	
6 juin 2016	Espèces	272 500 \$	Assigné à l'exploration au projet O'Brien et au fonds de roulement	
11 août 2016	Espèces Accréditif	405 000 \$ 595 000 \$	Assigné au fonds de roulement Assigné à l'exploration au projet O'Brien	Délai 31 décembre 2017
22 septembre 2016	Espèces Accréditif	90 000 \$ 1 500 000 \$	Assigné au fonds de roulement Assigné à l'exploration au projet O'Brien	Délai 31 décembre 2017

INFORMATION RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

Opérations entre parties liées

La rémunération payée ou payable aux principaux dirigeants (le président, le vice-président et chef des finances, le directeur des finances ainsi que les administrateurs) est la suivante :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
	\$	\$
Salaires incluant les primes et avantages	66 995	89 654
Experts et sous-traitants	149 500	73 500
Frais de bureau	1 696	3 162
Charges d'intérêts et frais bancaires	325	855
Experts et sous-traitants inclus dans les frais de prospection et d'évaluation	3 500	12 750
Autres frais de prospection et d'évaluation	21 383	16 548
Rémunération à base d'actions	42 370	38 950
	285 769	235 419

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE DIVULGATION DE L'INFORMATION

Le président et chef de la direction ainsi que le vice-président (chef des opérations financières) sont responsables de l'établissement et du maintien des contrôles et des procédures de divulgation de l'information de la Société au sens du Règlement 52-109. Ces contrôles et procédures ont été évalués au 31 décembre 2016 et il a été conclu qu'ils étaient adéquats et efficaces.

CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le président et chef de la direction ainsi que le vice-président (chef des opérations financières) sont responsables de l'établissement et du maintien des contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société au sens du Règlement 52-109. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, il n'y a eu aucun changement dans les contrôles qui aurait considérablement affecté ou, du moins, très probablement affecté les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES POUR LES ÉMETTEURS ÉMERGENTS N'AYANT PAS D'IMPORTANTS REVENUS

La Société fournit l'information relative aux actifs d'exploration et de mise en valeur dans la note 6 des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016. La Société n'a aucune dépense de recherche et développement.

La Société n'a pas de frais reportés autres que les actifs d'exploration et de mise en valeur.

Concernant les informations présentées dans ce rapport de gestion sur les actifs de prospection et d'évaluation, la direction a conclu qu'aucune dépréciation pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est juste et adéquate.

MODE DE PRÉSENTATION ET CONFORMITÉ AUX IFRS

Les présents états financiers ont été préparés par la direction de la Société conformément aux *Normes internationales d'information financière* (« IFRS »).

Les présents états financiers ont été préparés selon l'hypothèse de continuité d'exploitation et selon la méthode du coût historique, à l'exception des actifs financiers et des passifs financiers qui sont réévalués à la juste valeur par le biais du résultat net. La préparation des états financiers fait appel à des estimations comptables critiques. Elle impose également à la direction d'exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables retenues par la Société. Les principales méthodes comptables ayant servi à la préparation des présents états financiers sont résumées plus loin dans le rapport de gestion.

Les états financiers ne tiennent pas compte des projets de normes toujours à l'étape de l'exposé-sondage auprès de l'International Accounting Standards Board (IASB); ainsi que des normes publiées et approuvées par l'IASB, mais dont la date d'application est ultérieure au 31 décembre 2016.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Conformément aux *Normes internationales d'information financière* (« IFRS »), la direction de la Société doit faire des estimations et hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes afférentes.

Les principales méthodes comptables ainsi que celles qui requièrent le plus de jugements et d'estimations sont :

Estimations comptables et jugements critiques

La préparation des états financiers impose à la direction d'établir des estimations, des hypothèses et d'exercer son jugement à l'égard d'événements futurs. Les estimations et les jugements sont constamment remis en question. Ils se fondent sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer des estimations, des hypothèses et des jugements posés par la direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés. Les paragraphes suivants décrivent les estimations et hypothèses comptables les plus critiques formulées par la direction lors de la comptabilisation et de l'évaluation des actifs, des passifs et des charges et les jugements les plus critiques de la direction dans l'application de méthodes comptables.

Dépense de rémunération à base d'actions et juste valeur des bons de souscription

Pour estimer les dépenses liées à la rémunération à base d'actions et à la juste valeur des bons de souscription, il faut sélectionner un modèle d'évaluation approprié et évaluer les données qui sont nécessaires pour le modèle d'évaluation choisi. La Société a estimé la volatilité de ses propres actions, la durée de vie probable des options, la période d'exercice de ces options, ainsi que les extinctions prévues. Le modèle d'évaluation utilisé par la Société est le modèle de Black & Scholes.

Dépenses de prospection et d'évaluation

L'application de la convention comptable de la Société pour les dépenses de prospection et d'évaluation nécessite l'exercice du jugement dans la détermination de la mesure dans laquelle la dépense peut être associée à la découverte de ressources minérales spécifiques. Le processus d'estimation exige différents niveaux d'incertitudes et ces estimations ont un effet direct sur le report des dépenses de prospection et d'évaluation. La convention de report exige de la direction de faire des estimations et des hypothèses concernant les événements et circonstances futurs. Les estimations et les hypothèses effectuées peuvent être modifiées si de nouvelles informations deviennent disponibles. Si, après que des dépenses aient été capitalisées, des informations deviennent disponibles et suggèrent qu'il est improbable que la valeur comptable puisse être recouvrée, le montant capitalisé est radié dans l'exercice au cours duquel les nouvelles informations deviennent disponibles.

Dépréciation des actifs de prospection et d'évaluation

La valeur comptable des propriétés minières et des actifs d'exploration et d'évaluation fait l'objet d'un test de dépréciation uniquement lorsqu'il existe des indicateurs de dépréciation, typiquement lorsqu'une des circonstances suivantes s'applique :

- Les droits d'exploration ont expiré, ou expireront dans un avenir proche et il n'est pas prévu qu'ils soient renouvelés;
- Aucune dépense d'exploration future importante n'est prévue;
- Aucune quantité commercialement exploitable n'a été découverte et les activités d'exploration et d'évaluation sur cette propriété cesseront;
- Le recouvrement de la valeur des actifs d'exploration et d'évaluation via leur développement ou leur vente est peu probable.

Si une telle circonstance existe, la valeur recouvrable de ces actifs est estimée.

Estimation de la valeur marchande des placements

Dans le cadre d'ententes d'options sur ses propriétés, la Société reçoit parfois des paiements en espèces et/ou des actions de la Société à l'origine de l'entente d'options. La Société établit la juste valeur de ces actions au moment de la réception des actions en utilisant le prix publié lorsque ces actions sont transigées sur un marché actif. Dans le cas où les actions ne sont pas transigées sur un marché actif, la Société établit la juste valeur en utilisant une technique d'évaluation.

Passifs liés aux investisseurs

Ce montant est présenté à même les crédateurs et charges à payer à l'état de la situation financière. La Société a estimé la juste valeur du montant à payer en se basant sur un historique de règlements survenus avec d'autres investisseurs.

Continuité d'exploitation

Pour évaluer si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation est appropriée, la direction prend en compte toutes les informations dont elle dispose concernant l'avenir, qui s'étale au minimum, sans toutefois s'y limiter, sur douze mois à compter de la date de clôture de l'exercice. La direction évalue ses besoins en liquidités futurs en tenant compte des frais administratifs estimés et des obligations en lien avec les financements accréditifs passés. Elle fait une estimation au meilleur de ses connaissances sur les possibilités de financements à venir afin de conclure sur le caractère approprié de la base de la continuité de l'exploitation.

RISQUES LIÉS À L'EXPLORATION

L'exploration minière comporte un degré de risque élevé. Peu de propriétés explorées sont mises en production. Des formations rocheuses inhabituelles ou imprévues, des incendies, des pannes de courant, des conflits de travail, des inondations, des explosions, des éboulements, des glissements de terrain et la difficulté d'obtenir de la main-d'œuvre qualifiée, de la machinerie ou de l'équipement approprié ou adéquat sont d'autres risques que comporte l'exécution des programmes d'exploration.

Les facteurs économiques liés à la mise en valeur de propriétés de ressources sont tributaires de nombreux facteurs, dont le coût d'exploitation, les variations de la matière extraite, la fluctuation des marchés des métaux, le coût de l'équipement de traitement et d'autres facteurs comme les réclamations des autochtones, la réglementation gouvernementale, notamment la réglementation portant sur les redevances, la production autorisée, l'importation et l'exportation de ressources naturelles et la protection de l'environnement. Selon le prix des ressources naturelles produites, la Société peut déterminer qu'il n'est pas opportun d'entreprendre ou de poursuivre la production commerciale. Il n'y a aucune certitude que les dépenses que la Société engagera dans l'exploration de ses propriétés minières donneront lieu à des découvertes de quantités commerciales de minerai. La plupart des projets d'exploration ne débouchent pas sur la découverte de gisements de minerai commercialement exploitables.

RÉGLEMENTATION ENVIRONNEMENTALE ET AUTRES RÉGLEMENTATIONS

La législation, les règlements et les mesures actuels et futurs en matière d'environnement pourraient entraîner des frais, des dépenses en immobilisations, des restrictions et des retards additionnels dans les activités de la Société dont on ne peut prévoir l'étendue. Les exigences de la réglementation et les normes environnementales font l'objet d'une évaluation constante et peuvent être haussées considérablement, ce qui pourrait nuire sérieusement aux opérations de la Société ou à son aptitude à mettre ses propriétés en valeur d'une façon économique. Avant que la production ne puisse débiter sur une propriété, la Société devra obtenir les approbations des autorités de réglementation et les approbations environnementales. Rien ne saurait garantir que ces approbations soient obtenues et qu'elles le soient à temps. Le coût des changements dans la réglementation gouvernementale peut également réduire la rentabilité de l'exploitation ou empêcher entièrement la mise en valeur économique d'une propriété.

RISQUES LIÉS AU FINANCEMENT ET À LA MISE EN VALEUR

La mise en valeur des propriétés de la Société dépend donc de sa capacité à obtenir le financement additionnel nécessaire. Rien ne saura garantir qu'elle réussisse à obtenir le financement requis. De plus, la mise en production de propriétés de ressources dépendra de l'utilisation des services d'un personnel expérimenté ou encore de la conclusion d'ententes avec d'autres grandes sociétés de ressources qui peuvent fournir cette expertise.

COURS DES RESSOURCES

Des facteurs indépendants de la volonté de la Société peuvent influencer sur la qualité marchande de l'or ou de tous autres minéraux découverts. Les cours des ressources ont fluctué considérablement, particulièrement durant les dernières années. Les répercussions de ces facteurs ne peuvent être prévues avec précision.

RISQUES NON ASSURÉS

La Société peut devenir assujettie à la responsabilité découlant des éboulements, de la pollution ou d'autres risques contre lesquels elle ne peut s'assurer ou choisit de ne pas le faire en raison du coût élevé des primes ou pour d'autres motifs. Le paiement de ces responsabilités diminuerait ou pourrait éliminer les fonds disponibles pour les activités d'exploration et d'extraction.

AUTRES EXIGENCES RELATIVES AU RAPPORT DE GESTION

On peut trouver davantage de renseignements sur la Société sur SEDAR.

INSTRUCTION NATIONALE 51-102

Divulgarion, au 18 avril 2017, des données relatives aux titres en circulation.

Capital-actions

Description	Nb d'actions en circulation	Valeur \$
Au 18 avril 2017	107 294 357	16 630 625

Bons de souscriptions émis

1 341 701 bons de souscription échéant en novembre 2017 avec un prix de levée de 0,20 \$.

170 338 bons de souscription échéant en novembre 2017 avec un prix de levée de 0,15 \$.

908 333 bons de souscription échéant en décembre 2017 avec un prix de levée de 0,20 \$.

144 667 bons de souscription échéant en décembre 2017 avec un prix de levée de 0,15 \$.

1 350 000 bons de souscription échéant en février 2018 avec un prix de levée de 0,20 \$.

350 000 bons de souscription échéant en février 2018 avec un prix de levée de 0,20 \$.

300 000 bons de souscription échéant en mars 2018 avec un prix de levée de 0,20 \$.

567 000 bons de souscription échéant en mars 2018 avec un prix de levée de 0,20 \$.

Options en circulation

Options émises dans le cadre du régime d'options : 2 670 000

Options attribuées aux administrateurs, dirigeants et consultants

Nombre d'options	Prix de levée	Date d'expiration
400 000	0,10 \$	17 mai 2017
300 000	0,10 \$	4 juillet 2017
100 000	0,10 \$	24 janvier 2018
300 000	0,10 \$	12 juin 2018
325 000	0,10 \$	6 juin 2019
200 000	0,10 \$	26 février 2020
375 000	0,13 \$	5 juin 2020
100 000	0,14 \$	4 mars 2021
570 000	0,14 \$	3 juin 2021



Mario Bouchard
Président et chef de la direction

Rouyn-Noranda, Canada
Le 18 avril 2017



Donald Lacasse
Chef des opérations financières
et secrétaire corporatif